

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE NICARAGUA—LES ACTIVITÉS DES ÉTATS-UNIS

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre pour lequel les néo-démocrates éprouvent en fait de l'affection cette semaine car lundi, à l'Assemblée générale des Nations-Unies, le Canada a appuyé la décision de la Cour internationale condamnant les attaques terroristes américaines contre le Nicaragua et le minage des ports de ce pays par les États-Unis.

Des voix: Bravo!

M. Heap: Ces applaudissements s'adressent à vous, monsieur le premier ministre. Le premier ministre va-t-il maintenant assurer à la Chambre qu'il priera son bon ami, le président Reagan, de cesser de financer des attaques terroristes contre le Nicaragua? Va-t-il avertir le Salvador et le Honduras que s'ils continuent de permettre que leurs territoires servent à la préparation de ces attaques formentées par le président contre le Nicaragua, le Canada va supprimer son aide à leur endroit?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je vais prier mon bon ami, l'ambassadeur Stephen Lewis, de continuer de représenter le Canada à l'ONU avec le même degré d'indépendance et la même efficacité. Si l'on examine la façon dont le Canada a voté ces dernières années aux Nations-Unies, on constate, je crois, que notre pays a toujours fait preuve d'une indépendance inusitée et sans précédent. Nous croyons important pour nous de faire valoir cette indépendance et cette souveraineté à toutes les tribunes, y compris celle de l'ONU. Nous aurons d'autres occasions de le démontrer encore. Nos alliances et nos amitiés et notre souscription à des valeurs communes sont indéfectibles, mais notre gouvernement va affirmer toujours et partout l'indépendance du Canada.

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE DE RENCONTRER LE VICE-PRÉSIDENT DU NICARAGUA

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, je partage le sentiment exprimé par le premier ministre. J'espère qu'il pourra dissiper la rumeur propagée aujourd'hui selon laquelle il aurait fait un affront au vice-président du Nicaragua, Sergio Ramirez, en refusant de le rencontrer. On a avancé que notre premier ministre ne voulait peut-être pas déplaire à nouveau à M. Reagan. Est-ce que le premier ministre peut mettre fin à cette rumeur en annonçant très bientôt qu'il organisera cette année une rencontre avec le vice-président Ramirez du Nicaragua?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je n'ai pas, que je sache, à dissiper de rumeur. J'ai énoncé très clairement la politique du gouvernement du Canada à l'égard de l'Amérique centrale dans un discours prononcé devant l'*Hemispheric Press Association* à Vancouver, en septembre dernier. Je pense avoir énoncé une démarche très directe et pertinente que d'autres députés, je crois, ont commentée.

Questions orales

Le gouvernement du Canada, par son secrétaire d'État aux Affaires extérieures, s'est en tout temps montré disposé à rencontrer les dirigeants politiques de toutes tendances. Nous demeurons évidemment tout à fait disponibles pour accueillir selon les règles de la courtoisie quiconque désire nous rendre visite.

* * *

LA COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE

LA DÉMISSION D'ANTONIO ARCANGEL DU TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE

M. Alan Redway (York-Est): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre de la Justice. Au début de la semaine, on a formulé des accusations au sujet de l'intégrité et des qualifications de l'un des membres du Tribunal canadien des droits de la personne, un dénommé Antonio Arcangel. Le ministre a-t-il eu la possibilité de faire enquêter sur ces accusations? Le cas échéant, quels ont été les résultats de cette enquête?

L'hon. Ray Hnatyshyn (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, j'ai effectivement eu la possibilité d'examiner l'affaire. J'ai reçu aujourd'hui un télégramme de M. Antonio Arcangel qui m'annonce son intention de retirer son nom de la liste des membres du Tribunal canadien des droits de la personne du fait que, et je cite, «... les observations et les accusations injustes que M^{me} Sheila Copps a faites à mon sujet ont gravement compromis ma capacité d'exercer de manière efficace mes fonctions à titre de membre d'un tel tribunal.»

M. Axworthy: Très bien.

M. Hnatyshyn: J'ai accepté sa décision à cet égard.

M. Turner (Vancouver Quadra): Avez-vous réclamé sa démission?

M. Gauthier: C'est de la fumisterie.

M. Mazankowski: Soyez honnêtes!

M. Hnatyshyn: C'est ternir sa réputation.

M. Turner (Vancouver Quadra): Vous avez exigé sa démission, voilà pourquoi il est parti.

M. Mazankowski: Allons donc!

* * *

[Français]

L'ÉNERGIE

ON DEMANDE POURQUOI LE PRIX DE L'ESSENCE N'EST AUGMENTÉ QU'AU QUÉBEC

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, ma question était destinée au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources mais, en son absence, je pourrais peut-être l'adresser au premier ministre ou au ministre suppléant.